

Immigration

«Les migrants ont été et demeurent d'importants employeurs»

Ambassadeur extraordinaire de la Confédération (DDC), chargé de la collaboration internationale en matière de migrations, Eduard Gnesa a présidé en 2011 le «Forum mondial sur la migration et le développement» (FMMD). Il s'intéresse donc de près aux migrations dans le monde et à leurs conséquences. En marge du Forum Europe de Lucerne sur le thème de l'immigration, il nous parle entre autres de l'importance des immigrants pour l'économie suisse. **Par René Pfister**

Pourquoi la Suisse s'engage-t-elle dans le «Forum mondial sur la migration et le développement»?

Eduard Gnesa: la migration est un phénomène mondial et réclame donc des solutions globales. Il n'y a pas que les pays limitrophes au nôtre qui sont importants sous l'angle de la politique de migration, mais aussi des pays géographiquement éloignés de la Suisse. En 2010, on comptait 214 millions de migrants dans le monde, plus 47 millions de réfugiés et de déplacés.

Depuis longtemps, la Suisse privilégie une approche globale permettant d'ancrer conceptions et principes propres à répondre à des problématiques telles que l'esclavagisme, le recrutement de main-d'œuvre, l'intégration ou le retour des requérants d'asile déboutés. Le Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) est actuellement le seul cadre réunissant volontairement les Etats sur le plan mondial afin de discuter de ces sujets et rechercher des solutions.

Quel bénéfice la Suisse tire-t-elle de cet engagement?

La Suisse est convaincue que ce forum doit être soutenu de manière adéquate. Le 1^{er} décembre dernier, à Genève, la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a déclaré, devant les représentants de 162 Etats participants, qu'une collaboration renforcée dans les domaines de la migration et du développement, dans le pays et à l'étranger, était aussi dans l'intérêt national de la Suisse. Dans le cadre de ce forum, notre pays a également pu construire un vaste réseau de contacts. Il est ainsi possible de rac-



«La migration est un phénomène mondial et réclame donc des solutions globales», explique Eduard Gnesa.

courcir considérablement les voies de communication lors de situations urgentes.

La Suisse est en faveur d'un dialogue multilatéral: que faut-il entendre par là et quels en sont les objectifs?

Parmi les buts de notre politique migratoire étrangère, une indispensable immigration doit être garantie pour assurer la prospérité économique, sociale et culturelle de la Suisse. Cette immigration doit aussi contribuer à la prospérité des pays d'origine, grâce à laquelle des synergies entre migration et développement doivent être mieux exploitées. Les personnes réfugiées doivent être protégées. Ces objectifs sont essentiellement atteints grâce aux contacts et accords bilatéraux ainsi qu'au dialogue multilatéral. Ce dernier peut avoir lieu tant sur le plan régional que mondial. Parallèlement au FMMD, la Suisse

est aussi très activement engagée dans divers groupes du dialogue régional, afin de renforcer l'échange avec nos partenaires européens, africains et d'Asie centrale.

Pourquoi a-t-on besoin de cet échange?

Il est important que nous développions une compréhension commune des enjeux et des chances de la migration. Ce n'est qu'ainsi qu'une politique de migration cohérente et efficace peut être formulée sur le plan national, qui permette le développement de partenariats effectifs sur le plan bilatéral. En même temps, je ne voudrais pas donner l'impression que le dialogue multilatéral conduira, demain ou après-demain, à un nouvel accord cadre sur les migrations. Actuellement, la question n'est guère susceptible de réunir une majorité politique au niveau mondial et, sur le plan régional aussi, les Etats

pourraient difficilement y faire face. L'UE, par exemple, discute depuis des années de l'harmonisation de la politique des réfugiés, mais ne progresse que très lentement. Dans un domaine politiquement aussi sensible que la migration, ce n'est pas surprenant. Une chose est sûre: un Etat ne peut régler tout seul un phénomène dépassant ses frontières, et encore moins le résoudre dans son coin.

A côté des défis, la migration représente aussi des opportunités. Quelles sont-elles pour la Suisse?

Il est juste de combattre les aspects négatifs de la migration, mais il faut aussi améliorer son potentiel, notamment pour le développement économique. Sans l'apport dynamique des migrants dans tous les secteurs de l'économie suisse, l'essor des cinquante dernières années n'aurait simplement pas été réalisable. Ces migrants sont des collaborateurs qualifiés dans l'hôtellerie, l'agriculture, la finance, la santé, ou encore la formation et, en tant que tels, indispensables. Un quart des salariés suisses n'a pas le passeport helvétique. De même, les migrants sont et ont toujours été des employeurs importants: l'un d'entre eux se nommait Nicolas Hayek. Parmi celles et ceux qui vivent en Suisse, on en compte de nombreux qui apportent une contribution considérable au développement de leur pays d'origine puisqu'ils envoient une partie de leur revenu à leur famille. Pour 2011, la Banque mondiale estime que les migrants auront reversé à leur pays d'origine des sommes dépassant 350 milliards de dollars. Cela dépasse de loin l'enveloppe globale de l'aide publique au développement. Dans l'intérêt de la Suisse et des Etats d'origine, nous devons collaborer encore plus avec la diaspora.

Dans quelle mesure la collaboration sur les migrations intègre-t-elle aussi les aspects économiques?

Les politiques migratoire, étrangère, économique et du développement constituent des domaines dont l'interpénétration est très forte. C'est pourquoi une bonne coopération entre le DFAE, le DFE et le DFJP me tient également à cœur et je dois dire à cet égard que le

Le Forum Europe de Lucerne et la «controverse sur l'immigration»

Le Forum Europe de Lucerne, les 23 et 24 avril prochains, a pour thème l'importance de l'immigration pour le marché de l'emploi, l'économie et la prospérité dans le cadre des conditions cadres démographiques. Parmi les temps forts figurent aussi les défis qui découlent des courants migratoires mondiaux. Les personnalités suivantes, notamment, traiteront des nécessités économiques et des frontières politiques: Simonetta Sommaruga, conseillère fédérale, Valentin Vogt (Union patronale suisse), Anton Affentranger (Implenia), Silvia Ayyoubi (Roche), Serge Gaillard (Seco), Eduard Gnesa (DFAE) et George Sheldon (Université de Bâle). ■

23/24 avril 2012, KKL Lucerne. Cérémonie d'ouverture 23 avril 2012, dès 17h45
Informations: www.europa-forum-luzern.ch



Conseil fédéral a fait un important pas en avant ces dernières années en instituant des comités spéciaux de coordination. A côté des défis actuels, je me concentre également sur les perspectives à long terme. De nombreux experts nous rendent attentifs au fait que la Suisse, compte tenu du vieillissement démographique, pourraient devoir compter encore plus à l'avenir sur les travailleurs étrangers pour maintenir son niveau de vie actuel.

A quel domaine pensez-vous?

Prenons par exemple celui de la santé: les Suisses vieillissent et nombre d'entre eux auront besoin de soins. Parallèlement, de moins en moins de Suisses se trouvent en âge de travailler. Naturellement, nous devons répondre à ce dilemme en premier lieu ici, en Suisse,

par le biais d'une formation professionnelle adaptée et des conditions de travail attrayantes. Mais il est probable que cela ne suffira pas et nous devons réfléchir dès maintenant à la manière de surmonter ces impasses grâce une politique migratoire intelligente. Nous nous trouverons confrontés à cet égard à la concurrence de nombreux Etats industrialisés qui vont devoir affronter des situations semblables à la nôtre. Aujourd'hui déjà, les Etats-Unis, mais aussi l'UE, tentent d'attirer des professionnels qualifiés du monde entier par divers moyens: la guerre des talents a commencé. En matière de politique de migration, nous avons donc raison de penser et d'agir de manière prévisionnelle; cela nous permettra de bien maîtriser les enjeux à venir. ■